

Perspectives du plaidoyer

1. Multiplier les consultations dans les dix régions du Cameroun
2. Accroître les partenariats
3. Intensifier le lobbying auprès des ministères concernés
4. Intensifier le lobbying auprès des élus locaux
5. Mettre en place un comité consultatif national composé des représentants des ministères, de l'assemblée nationale, de la société civile et des organisations paysannes
6. Rédiger un avant projet de LOA



BP: 11813 Yaoundé Cameroun

Tel: 237 22 22 76 94/79967512

Email: cosader@cosader.org

Site web: www.cosader.org

Plaidoyer en faveur d'une loi d'orientation agricole au Cameroun



**COLLECTIF DES ONG POUR
LA SECURITE ALIMENTAIRE
ET LE DEVELOPPEMENT
RURAL**



En partenariat avec
la CAPEF

Avec l'appui du
PASOC



Présentation du COSADER

C'est une organisation de la société civile apolitique et à but non lucratif créée le 17 mai 1996 et oeuvrant dans la promotion de la sécurité alimentaire et dans le développement sur l'ensemble du territoire national.

Objectif du collectif

Mener un plaidoyer constant auprès des décideurs (renforcement, implication) en faveur du monde rural

Mener un plaidoyer auprès des populations rurales pour les sensibiliser à s'impliquer davantage dans les décisions les concernant

Appuyer/accompagner les organisations rurales et urbaines dans leurs actions de structuration et de lutte contre la faim et la pauvreté

Gouvernance du collectif

Le collectif a une envergure nationale et ses orientations sont définies par l'assemblée générale qui se tient tous les deux ans. La mise en œuvre de ces orientations est faite par le bureau exécutif élu pour trois ans sous forme de projet.

Domaines d'activités

Organisation des acteurs et commercialisation des produits agricoles

Suivi des politiques publiques en matière de d'agriculture et du développement rural

Gestion des ressources naturelles

Agriculture et élevage

Changement climatique et l'agriculture

Contexte de la politique agricole

Le Gouvernement a adopté en 2005 la stratégie de développement du secteur rural. Il a en cette occasion dressé le constat d'une agriculture malade, structurellement incapable désormais de nourrir la population camerounaise (DSCE,09).

Pertinence nationale du plaidoyer

L'environnement institutionnel demeure peu propice au développement du secteur agricole selon l'analyse du DSCE section 3.2/3.2.1/1.8.4. Cette contrainte est le problème majeur devant être traité par le plaidoyer.

Objectif national du plaidoyer

Contribuer à l'amélioration du cadre juridique et réglementaire des OSC afin qu'elles soient aptes à apporter une contribution de qualité à la définition, programmation, exécution et évaluation des politiques de développement rural

Objectif spécifique: Susciter massivement la responsabilité politique nécessaire pour formuler une loi d'orientation agricole au Cameroun

Mise en œuvre du plaidoyer

Le plaidoyer a pour finalité l'adoption d'une loi d'orientation agricole au Cameroun qui intègre toutes les composantes de l'agriculture dans le contexte des mutations socioéconomiques les activités encourus sont:

Campagne de Médiatisation

Cette activité fera en sorte que les autorités politiques et nationales, régionales, locales et les partenaires assument leur responsabilité et leur leadership pour la loi, favorise la mise en place des synergies entre différents acteurs pour obtenir un impact sur l'échelle nationale.

Campagne nationale de sensibilisation et d'information

Organisation mensuelle de la campagne pour produire des mémorandums et des argumentaires à l'intention des élus et des décideurs publics

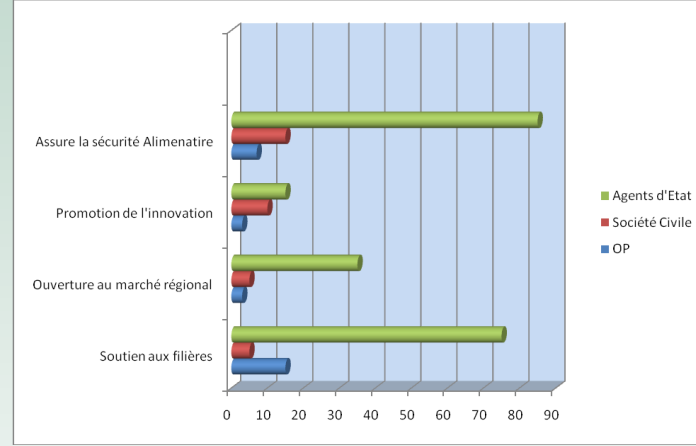
Production des notes d'information.

Résultats des activités menées

Entretien socio professionnel:

L'ensemble des personnes interviewées dans le cadre de ce plaidoyer reconnaissent en général plusieurs fonctions fondamentales de l'agriculture. Par contre, la hiérarchie de ces fonctions et leur conjonction varie assez fortement entre les couches socioprofessionnelles.

Les politiques agricoles sont floues dans l'esprit des communautés, les perceptions de mise en œuvre de ces politiques sont différemment appréciées par les acteurs. Ainsi donc les organisations perçoivent l'appui en leur faveur faible si



non inexistant pour assurer la sécurité alimentaire alors que les agents de l'État pensent que les filières agricoles ne sont pas organisées pour un soutien efficace.

Les journées d'échanges et de consultations de la société civile et des OP

- Trois rapports de consultation
- Un

